Modèle de lettre à adresser au ministère des Affaires étrangères de votre pays

Le 6 août 2021

Répression de l’État contre des manifestants en Eswatini

Monsieur le Ministre/Madame la Ministre,

Au nom du/de la/de l’{nom de votre organisation}, nous souhaitons exprimer notre condamnation de l’explosion récente de violence et de répression à l’encontre des manifestants pacifiques par les forces de sécurité en Eswatini.

Nous avons suivi de près les événements en Eswatini et notre organisation affiliée en Eswatini, le TUCOSWA, représentant du mouvement syndical dans le pays, nous a informés que les manifestations, qui ont débuté le 26 juin 2021, ont été provoquées par la décision du gouvernement d’Eswatini d'interdire le dépôt des pétitions par les manifestants. Les pétitionnaires réclament une démocratie constitutionnelle où la population a le droit d’élire librement ses représentants au gouvernement. Les manifestations massives réclamant la démocratie se sont continuellement succédé depuis la promulgation du décret de 1973 interdisant les partis politiques. Nous pensons qu’elles se poursuivront tant que le gouvernement d’Eswatini ne répondra pas à la volonté de la population.

Selon les informations fiables dont nous disposons, les forces de sécurité ont tué au moins 71 personnes et ont blessé de nombreuses autres. En outre, les forces de sécurité continuent de faire un usage brutal de la force contre les citoyens qui exercent leurs activités légales. Plusieurs personnes qui ont été blessées par les forces de sécurité ne reçoivent aucune aide du gouvernement. Par ailleurs, des milliers de travailleurs/euses ne peuvent aller travailler en raison de la violente répression exercée contre les manifestants pacifiques. Nous sommes extrêmement préoccupés de constater qu’en l’absence de toute protection sociale et sécurité de l’emploi ces travailleurs perdront vraisemblablement leurs revenus sans aucune indemnisation du gouvernement, ce qui conduira à une pauvreté absolue à laquelle feront face des milliers de familles pauvres.

Monsieur le Ministre/Madame la Ministre, nous appelons votre gouvernement à condamner les brutalités perpétrées contre la population de l’Eswatini et à exhorter le gouvernement d’Eswatini à respecter le droit de la population d’instaurer un État démocratique. Notre gouvernement doit insister auprès du gouvernement d’Eswatini sur la nécessité de garantir que les manifestants puissent jouir de leur droit de réunion pacifique et d’association. Ils ne doivent pas être punis pour avoir exercé leurs droits ou exprimé leurs opinions politiques.

# Nous appelons votre gouvernement à exhorter le gouvernement d’Eswatini à libérer immédiatement et sans condition tous les détenus et à mettre fin à sa répression. Nous vous demandons de défendre la mise sur pied d'une commission indépendante sous l’égide des Nations unies pour enquêter sur les atrocités commises en Eswatini et traduire en justice les auteurs. Nous vous demandons d’exiger la levée de l’interdiction des partis politiques en Eswatini et d’ouvrir la voie à un règlement politique inclusif.

Nous espérons et sommes convaincus que votre gouvernement prendra les mesures nécessaires pour garantir le respect des droits humains de la population de l’Eswatini et nous attendons avec intérêt de connaître votre réponse exposant les mesures que vous prévoyez de prendre à cet égard.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre/Madame la Ministre, l’expression de notre considération distinguée.